

ATTAC Québec

Association québécoise pour une Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens

BULLETIN MAI 2005

SOMMAIRE

Bilan de l'année 2004-2005
– *Claude Vaillancourt* ..p1

Nouvelles de la campagne
AGCS
– *Catherine Caron* ..p2

Impressions du 5^e Forum
Social Mondial
– *Karine Peschard* ..p4

FSM 2005 : objectifs
concrets, plans d'action...
– *Raymond Favreau* ..p5

Comment les multinationales
dupent le service de l'impôt
– *Lucy Komisar* ..p9

Bilan de l'année 2004-2005

Claude Vaillancourt, Secrétaire général

ATTAC-Québec vient de connaître une autre année bien remplie. Notre association reste active sur plusieurs fronts, tant celui de l'éducation populaire que celui d'une campagne très dynamique contre l'Accord général sur le commerce des services. Lors de chacune de nos activités, nous avons obtenu un soutien ferme de nos membres et de citoyen(ne)s intéressé(e)s par notre discours et nos actions. Le bilan de l'année 2004-2005 a ainsi pleinement de quoi nous satisfaire.

☑ La campagne contre l'AGCS a donné de remarquables résultats. Nous avons réussi à faire adopter des résolutions contre cet accord par les deux principales municipalités du Québec, Montréal et Québec, puis par d'autres villes comme Saint-Jean-sur-Richelieu, Trois-Rivières, Saint-Eustache et Joliette. Cette campagne se poursuit encore. Nous avons été invités à présenter notre formation sur l'AGCS dans plusieurs syndicats, centrales

syndicales (FNREQ, CSN, CSQ, SPGQ, etc.) et groupes communautaires. Notre campagne a obtenu un soutien actif de plusieurs syndicats.

- ☑ Notre journée d'étude du 16 avril dernier, intitulée *Où est passé l'argent ?*, a été un franc succès. Nous avons accueilli une centaine de personnes. Les conférences données par Gaétan Breton, Vivian Labrie et Jacques Nikonoff (président d'Attac-France) ont été très bien reçues, et les ateliers ont soulevé de vifs débats. (Le prochain bulletin rendra compte de cette journée.)
- ☑ Les BIC (Brigades d'information citoyenne) ont été lancées au Bic en juin dernier. Depuis ce temps, plusieurs brigades ont été créées et une trousse, conçue pour l'occasion, circule largement. Par cette forme originale d'éducation populaire, nous sensibilisons un plus grand nombre de citoyens, pas toujours bien informés et hors des

réseaux militants, aux méfaits du néolibéralisme.

- ☑ Notre conseil scientifique a commencé la rédaction d'une plaquette elle aussi intitulée *Où est passé l'argent ?*, visant à démentir le mythe selon lequel nos gouvernements n'ont plus les moyens d'investir dans les services publics. La rédaction est assurée par un collectif dirigé par Alain Deneault et Luce Prévoist, composé d'auteurs tels Jacques Gélinas, Omar Aktouf, Gaétan Breton, Pierre Henrichon, Raymon Favreau, Jean-Marc Bonhomme. Un deuxième projet est mis en route, une plaquette intitulée *Services à vendre*, écrite par Claude Vaillancourt.
- ☑ Le groupe local d'ATTAC-Montréal a tenu un rendez-vous mensuel au café La Petite Gaule. À tous les troisièmes

vendredis du mois, nous présentons des débats, des films, des soirées artistiques, et cela, dans le cadre convivial de la Petite Gaule. Ces soirées, imprévisibles et très diversifiées, sont suivies par des fidèles, mais aussi, par un public qui se renouvelle à toutes les fois et qui découvre notre association. Temps forts de l'année : le procès ludique du gouvernement Charest, un débat sur l'engagement politique et l'engagement citoyen, la projection du film *The Revolution will not be televised* (sur le coup d'état contre Chavez).

Tout cela ne couvre pas entièrement nos activités! Nous vous remercions une fois de plus pour votre soutien et espérons que vous continuerez à nous appuyer, dans vos pensées, par vos actions!

Nouvelles de la campagne AGCS

Catherine Caron

Devant la menace posée pour la démocratie et les services publics, la campagne contre l'AGCS, l'Accord général sur le commerce des services de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), fait désormais partie des campagnes permanentes d'ATTAC aux côtés de celles sur les paradis fiscaux ou la taxe Tobin. Au sein d'ATTAC, les groupes de France, d'Autriche, d'Espagne, d'Italie, de Suisse et du Québec sont les plus actifs sur cette question, tous oeuvrant à l'intérieur d'un mouvement international d'opposition à cet accord rassemblant une multitude d'acteurs sociaux. Voici les dernières nouvelles de la campagne en cours.

Notre objectif premier était de faire connaître ce qui se cache derrière ce projet de libéralisation des services et de faire en sorte que les deux plus grandes villes de la province, Montréal et Québec, prennent enfin position sur l'AGCS comme l'ont fait avant elles toutes les grandes villes canadiennes, la Fédération canadienne des municipalités. Cela obtenu par la voie des résolutions qu'elles ont toutes deux adoptées à l'unanimité, à l'occasion de la *Semaine mondiale d'action sur le commerce* (10 au 16 avril), ATTAC-Québec interpellait plus de 50 maires à

travers le Québec afin qu'ils prennent position. À ce jour, St-Jean-sur-Richelieu, Trois-Rivières, Joliette et St-Eustache se sont ajoutées à la liste. Et auparavant, en janvier, grâce au travail du réseau de vigilance, le conseil d'administration de la Conférence régionale des élus de la Côte-Nord a unanimement adopté une résolution demandant au gouvernement canadien d'exempter les pouvoirs locaux de l'AGCS.

Le fait que le gouvernement fédéral ait refusé de défendre le principe d'une telle exemption, suite aux premières revendications à ce sujet, ne fait qu'ajouter à la nécessité d'accroître la pression afin qu'un véritable débat public ait lieu et que la voix des citoyens canadiens et de nombreux élus soit enfin pleinement prise en compte. C'est bien une demande de suspension des négociations qui doit être adressée au gouvernement fédéral afin qu'une évaluation indépendante des libéralisations et privatisations déjà en cours ait lieu. Cette demande, faite par de nombreux pays en voie de développement et représentants de la société civile, est ignorée par l'OMC qui a pourtant le mandat de procéder à cette évaluation en vertu de l'article XIX de l'AGCS. La mobilisation conduisant à l'organisation des

États généraux européens des collectivités hors-AGCS en octobre à Bruxelles, où des élus québécois seront invités, doit aussi nous inspirer à aller plus loin.

ATTAC-Québec a également fait parvenir une lettre au ministre du Commerce international, monsieur James S. Peterson, en réponse à celle que celui-ci a envoyée à la Ville de Montréal suite à la résolution adoptée en octobre dernier. C'est à lire sur notre site web.

Autre bonne nouvelle : la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) appuie la campagne d'ATTAC-Québec et incitera en mai-juin tous ses affiliés à emboîter le pas et à interpeller leurs élus. Nous nous réjouissons de cet appui effectif de la CSQ en espérant qu'il en inspirera d'autres. En avril, ATTAC-Québec est devenu officiellement membre du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), ce qui nous permettra également de tisser de précieux liens.

Hisser l'AGCS plus haut au rang des préoccupations et des priorités de nos syndicats et du mouvement social en général, dans une perspective large d'opposition au libre-échange, est l'autre objectif que nous poursuivons. Si l'on en juge par les appuis recueillis (FNEEQ, CCMCSN, Conseil régional Montréal Métropolitain, FTQ, CSQ) et par les nombreuses invitations à donner conférences et formations, nos efforts portent fruits. Claude Vaillancourt a été invité au Colloque Gérard-Picard de la CSN, au Congrès du SPGQ, au MÉPACQ (Longueuil), au Syndicat des professionnels de l'éducation, à la TROVEP-Montérégie (le 31 mai au ROM de Trois-Rivières), à l'assemblée générale du Syndicat des chargés de cours de l'Université Laval ainsi qu'au Forum 40^e anniversaire du SPGQ. Cela sans mentionner d'autres interventions faites par Robert Jasmin.

Nous avons également communiqué notre point de vue au ministre québécois responsable des Affaires intergouvernementales, monsieur Benoît Pelletier, suite à son allocution au sujet de la place du Québec dans les négociations commerciales internationales. Son gouvernement pro-PPP est fatalement pro-AGCS, tout comme le Canada. La Coalition Eau Secours, dont ATTAC-Québec fait partie, confirme que l'Assemblée nationale du Québec vient de voter à l'unanimité la possibilité pour les villes de faire des Partenariats public-privé PPP avec les multinationales de l'eau. Les villes ayant adopté des résolutions concernant l'AGCS ne pourront

pas mieux être prises en pleine contradiction. Raison de plus pour se mobiliser en grand nombre. Nous vous y invitons.

Vous pouvez prendre connaissance de plusieurs documents relatifs à la campagne AGCS sur notre site :

www.quebec.attac.org

qui fourmille d'informations. Nous y proposons tout ce qui est utile (lettre-modèle, liste des élus, explication des enjeux, etc.) pour participer activement à notre campagne. Merci de votre appui ! Merci de diffuser dans vos réseaux !

Le 4 mai, les militants de France manifestaient contre l'OMC à l'occasion d'une « mini-ministérielle » à Paris. Le terme mini-ministérielle est une insulte aux règles les plus élémentaires censées régir l'Organisation. Statutairement, une conférence ministérielle doit réunir tous les ministres de l'économie des pays membres. Or à répétition, et cette année depuis le sommet de Davos, se tiennent des mini-ministérielles. Pas un journaliste de la grande presse québécoise n'a souligné la différence conférant du coup une légitimité à ces réunions. Le but de ces exercices de l'ombre est clair : parvenir à relancer les négociations du cycle de Doha qui patinent, en contournant la volonté de la majorité des pays membres. Ils auraient réussi à favoriser une avancée et tenteront l'impossible pour boucler le cycle lors de la ministérielle de Hong-Kong en décembre 2005.

Depuis 10 ans, les politiques néolibérales imposées par l'OMC ont déjà détruit les moyens d'existence de centaines de millions de paysans, accéléré la destruction des écosystèmes et la prolifération des bidonvilles, tandis de la malnutrition a connu une recrudescence alarmante. Rappelons que l'AGCS (et les accords bilatéraux du même type) est d'abord et avant tout un outil pour conquérir les marchés du Sud dans un domaine – les services – où la domination des pays riches est totale. Au Nord, la casse des services publics, le recul des droits sociaux et de la législation du travail sont aussi en phase avec le programme de l'AGCS. Nous disons : OMC, 10 ans, ça suffit!

Source : Attac-France

Impressions du 5^e Forum Social Mondial – Porto Alegre, janvier 2005

Karine Peschard

Comparé au climat d'effervescence qui régnait lors du 3^e Forum Social Mondial (Porto Alegre, janvier 2003), la 5^e Édition du FSM se déroule dans une ambiance plus 'bon enfant'. Le Forum est mieux organisé que jamais, en partie grâce à un financement public de 8 millions de R\$ (i.e. un peu moins de 4 millions \$CND). Le Forum en a presque perdu ses allures de chaos contrôlé (pas tout à fait quand même!), et tout se déroule admirablement bien pour un événement de cette ampleur (on évalue le nombre de participants à plus de 100 000).

**... un forum
mieux organisé
que jamais ...**

Si l'atmosphère est moins combative, il faut dire que le contexte national et mondial a lui aussi changé. En janvier 2003, le forum avait eu lieu dans les semaines menant à l'intervention américaine en Irak et quelques mois à peine après la victoire historique du Parti des Travailleurs (PT), alors que la mobilisation contre la guerre et l'euphorie 'Lula' étaient à leur apogée. Deux ans plus tard, le borbier iraquien, le bilan pour le moins décevant des deux premières années du gouvernement Lula et la défaite du PT à Porto Alegre (après quatre mandats consécutifs, le PT a perdu la mairie de Porto Alegre au deuxième tour des élections municipales en octobre dernier) font que l'euphorie a fait place à une certaine désillusion. Sur les murs de la ville, on peut lire le graffiti suivant : « Avec Lula et Bush, un autre monde n'est pas possible ». L'occupation de l'Irak demeure un enjeu majeur, comme en témoignent les nombreux graffitis en solidarité avec le peuple irakien (« Vive la résistance héroïque du peuple irakien : l'impérialisme est un tigre de papier »).

La déception vis-à-vis du gouvernement Lula est palpable parmi les militants et les mouvements sociaux sinon dans la population en général (la côte de popularité de Lula se maintenant dans les sondages). Au chant de la victoire qui était sur toutes les bouches il y a deux ans (« Olé, Olé, Olé, Ola... Lula, Lula »), répond aujourd'hui un

autre chant dénonçant la trahison du PT. Le discours de Lula devant 15 000 personnes au stade Gigantinho a d'ailleurs reçu un accueil partagé : à l'intérieur du stade, les militants du PT exprimaient leur appui inconditionnel au PT (« 100% PT »), alors qu'à l'extérieur quelques centaines de manifestants du PSTU (parti socialiste) et du PSOL (nouveau parti récemment formé par des dissidents du PT) scandaient « *Que traição, que coisa triste, ex-operário governando pra elite* » (« Quelle trahison! Quelle tristesse! Un ex-ouvrier gouvernant pour l'élite »).

Que dire de son discours? À mon avis, assez habile, mais peu convaincant. Lula a laissé entendre qu'il cherchait à consolider son pouvoir afin de mieux passer à l'action dans un deuxième temps et que les deux premières années de son mandat avaient été des années de reprise économique (une idée discutable étant donné la conjoncture économique mondiale favorable, une croissance économique inférieure à celle de d'autres pays comme l'Argentine et l'accroissement des inégalités au niveau national); une idée, enfin, qui laisse de plus en plus de gens (j'en suis) sceptiques. Dans son discours, Lula a également insisté sur la dette historique du Brésil envers l'Afrique, sur l'importance que les pays du sud géopolitique s'unissent pour défendre leurs intérêts et sur l'importance du combat contre la faim.

La grande marche d'ouverture a rassemblé autour de 150 000 personnes. Gilberto Gil (un des plus grands chanteurs brésiliens contemporains et ministre de la culture dans le gouvernement Lula) et Manu Chao ont participé au spectacle d'ouverture. Le Québec y était également représenté par Luck Mervil.

Dans un effort pour rendre le forum plus décentralisé et plus démocratique, les organisateurs ont décidé cette année de réduire le nombre de grandes conférences au profit des ateliers, plus propices à la participation et à l'échange. Plus de 2000

ateliers sont ainsi regroupés au sein de 11 axes thématiques (arts, communication, luttes sociales, paix et démocratisation, économies solidaires, droits humains, biens communs, etc.)

Les ateliers sont évidemment inégaux, mais certains sont vraiment stimulants, par exemple ce panel auquel j'ai assisté et qui réunissait trois orateurs exceptionnels - Jose Saramago, Eduardo Galeano et Ignacio Ramonet – sous le thème « Quichottes contemporains : Utopie et politique ».

Parmi les têtes d'affiche, citons, pêle-mêle : Immanuel Wallerstein, Michael Hardt, Toni Negri, Manuel Castells, João Pedro Stedile (porte-parole national du MST), Leonardo Boff, Gilberto Gil, Boaventura de Souza Santos (sociologue portugais), Frei Betto (théologien et membre fondateur du PT), Walden Bello (Focus on the Global South), Jose Saramago, Eduardo Galeano, Ignacio Ramonet... et j'en passe. Je me rends compte tout en écrivant qu'il n'y a aucune femme dans cette liste. Le forum n'est évidemment pas exempt de problèmes et contradictions : hier, quelques centaines de

femmes ont manifesté pour dénoncer le comportement de certains hommes au campement de la jeunesse (qui regroupent quelque 30 000 personnes). Les nations autochtones ont également protesté contre leur marginalisation au sein du forum...

En terminant, il a été officiellement annoncé que le prochain Forum Social Mondial aurait lieu en Afrique en 2007 (le pays reste à déterminer). Il n'y aura donc pas de forum mondial en 2006, mais plutôt des forums régionaux, toujours dans l'objectif de rendre le processus plus décentralisé et accessible. Le forum des Amériques aura lieu au Venezuela.

Le forum se termine aujourd'hui sur un autre discours très attendu : celui d'Hugo Chavez, qui promet encore une fois de remplir le 'Gigantinho'.

Pour voir des photos du forum, vous pouvez vous rendre à cette adresse :

<http://brasil.indymedia.org/p/t/red/2005/01/304749.shtml>

et cliquer sur « veja fotos dos protestos ».

5^e FSM à Porto Alegre : objectifs concrets, plans d'action et alternatives politiques

Raymond Favreau

Membre du Conseil scientifique et délégué d'ATTAC-Québec au FSM 2005

19 février 2005

Structures du FSM 2005, espaces thématiques

Depuis 2001, au fil des Forums sociaux mondiaux, bon nombre de participants et d'observateurs ont vu un certain essoufflement et un manque de résultats concrets. Au FSM 2004 à Mumbai, par contre, se dessinait le début de propositions concrètes émanant des ateliers. Le comité organisateur du FSM a sans doute voulu faire avancer ce processus, de sorte que, durant les six mois qui ont précédé le FSM de janvier 2005, ce comité a invité les groupes et organismes partici-pants à proposer des ateliers, conférences et séminaires. À partir d'environ 1 500

propositions reçues, le comité organisateur a établi 11 thèmes :

- ④ La pensée autonome, réappropriation et socialisation des savoirs;
- ④ Défendre la diversité, la pluralité et les identités;
- ④ Art et création : construire des cultures de résistance;
- ④ Communication : pratiques anti-hégémoniques, droits et alternatives;
- ④ Assurer et défendre les biens communs de la terre et du peuple – comme alternative à la marchandisation et à la domination des entreprises multinationales;
- ④ Luttes sociales et alternatives démocratiques contre la domination néolibérale;

- ☉ Paix, démilitarisation et luttes contre la guerre, le libre-échange et la dette;
- ☉ Vers la construction d'un ordre démocratique international et l'intégration des peuples;
- ☉ Économies souveraines pour et par les peuples – contre le capitalisme néolibéral;
- ☉ Droits humains et dignité pour un monde juste et égalitaire;
- ☉ Éthique, cosmovisions et spiritualité – résistance et défis pour un nouveau monde.

Il y a eu plus de 2 200 ateliers, conférences et séminaires, répartis en trois périodes de temps par jour. Ils avaient lieu dans des salles situées dans les onze espaces, au bord du lac Guaiba, près du centre-ville de Porto Alegre. Les salles (la plupart des tentes) pouvaient accueillir entre 50 et 1 000 personnes.

La dernière séance du Forum était réservée aux participants qui voulaient élaborer un Plan d'action. Les ateliers devaient adopter des résolutions portant sur leur thème, qui, à l'issue du Forum, furent acheminées vers les Muraux des Propositions, afin de pouvoir être incluses dans la Mémoire Vivante du Forum. Je crois comprendre que le Comité international du FSM, qui se réunit fin mars 2005, en fera la synthèse.

Comparaison entre le FSM 2004 à Mumbai et le FSM 2005 à Porto Alegre

Comme le disait une camarade du Bangladesh, qui avait assisté aux deux événements, le FSM 2005 était plus élitiste. Il y avait plus d'universitaires et d'intellectuels et moins d'ouvriers, de paysans et d'aborigènes qu'à Mumbai. Pour le FSM 2004 des ONG et groupes religieux avaient réussi à financer le déplacement de dizaines de milliers d'intouchables et membres des petits peuples (groupes minoritaires), non seulement des Indes, mais du Sri Lanka et d'autres pays de la région. Contrairement aux FSM 2001, 2002 et 2003, le dernier n'accueillait que peu de paysans, de sans-terre et de membres des premières nations d'Amérique latine.

Par contre, les FSM 2004 et 2005 avaient ceci en commun, qu'ils comportaient plus de gens de la région et moins d'Européens et de Nord-américains. Autre similarité : en général les ateliers et séminaires commençaient à traiter d'alternatives concrètes et de plans d'action à mener contre le capitalisme néolibéral ou contre le capitalisme tout court – comparé aux FSM antérieurs, qui s'étaient concentrés sur le procès du néolibéralisme et les incantations humanistes – certes nécessaires, mais insuffisantes.

L'atelier d'ATTAC-Québec

Pour la 2^e fois en deux ans, ATTAC-Québec a organisé un atelier au FSM. Ce dernier portait sur l'économie écologique et les obstacles découlant des accords de libre-échange au développement d'un autre monde plus respectueux des écosystèmes. Un nouveau membre d'ATTAC-Québec,

**... ateliers et séminaires
commençaient à traiter
d'alternatives concrètes...**

Anthony Friend, économiste à Ottawa et tenant de l'écoéconomie, a comparé les écoles classiques et

néoclassiques à cette bio-économie mise de l'avant par Nicola Georgescu-Roegen, qui tient compte de la thermodynamique, de l'épuisement des ressources naturelles, et du fait que le PIB ne comptabilise pas les coûts des atteintes à la nature causées par la croissance économique. Un 2^e conférencier était l'Américain, David Balker, directeur d'*Asia Pacific Environmental Exchange*. Il a souligné le fait que la croissance économique n'a pas tenu sa promesse de réduire la pauvreté, et il a donné des exemples concrets des ravages environnementaux et sociaux faits par les grands projets industriels, comme les pipelines, les mines et les barrages.

Pour ma part, je parlais des accords de l'OMC et de l'ALENA, qui font que les impératifs du commerce priment la protection des écosystèmes, et que les décisions des tribunaux d'arbitrages, opposant les entreprises qui polluent aux gouvernements, ont presque toujours penché en faveur des pollueurs. Notre atelier a fait salle comble – plus de 100 personnes à chacune des deux séances – surtout des jeunes. Nous avons adopté deux résolutions :

- ① une incitant à la collaboration internationale des groupes qui préconisent l'écoéconomie;
- ② l'autre invitait les Nations-Unies à adopter des indicateurs économiques qui prennent en compte les coûts sociaux de la croissance économique et les données scientifiques portant sur l'intégrité des écosystèmes.

Un représentant d'AMARC (*Asociación mundial de radio comunitaria Americana latina y Caribe*) qui avait assisté à notre atelier, nous a interviewés au sujet des ATTAC en général et d'ATTAC-Québec en particulier. L'entrevue doit être diffusée à travers les Amériques latines et les États-Unis.

Le groupe des 19

Un événement s'est produit vers la fin du FSM 2005 qui a fait des remous : 19 intellectuels de quatre continents ont publié un Manifeste de Porto Alegre. Un membre brésilien du Comité international, Cândido Grzybowski, a refusé d'y adhérer – malgré la haute qualité du texte, objectant que le groupe des 19 n'avait pas respecté le protocole, qui aurait été d'afficher leur texte aux Muraux de Propositions d'Actions, à titre de proposition, pour être traité sur le même pied que les autres propositions émanant des ateliers. D'autres, comme Kamal Mitra Chenoy, membre du Comité ad hoc d'organisation du FSM 2004, et directeur de l'ONG italien Tavola della Pace, estimaient que le Manifeste, même s'il n'est pas un document officiel du FSM, devrait être discuté à la réunion du Comité international.¹

Un autre bémol. Comme l'a noté Elizabeth Robinson, d'AMARC et membre du Comité international du FSM, les dix-neuf étaient majoritairement des hommes, d'origine européenne, le groupe ne comportant qu'une seule femme!

Quoi qu'il en soit, l'importance du Manifeste ne fait aucun doute. Parmi les signataires il y a :

Walden Bello (Philippines),
Bernard Cassen (France),
Eduardo Galeano (Uruguay),
Ignacio Ramonet (Espagne),
José Saramago (Portugal),
Animata Traoré (Mali) – seule femme, et
Immanuel Wallerstein (Etats-Unis).

On peut trouver le texte du Manifeste sur internet à :

www.quebec.attac.org/article.php3?id_article=213

Et on peut le résumer comme suit : après avoir souligné l'importance de la mouvance altermondialiste qui émane en grande partie des FSM, et son rôle clé dans la résistance au néolibéralisme, le Manifeste exige le respect du droit à la vie pour tous, ce qui nécessite de nouvelles règles mondiales :

- L'annulation de la dette des pays du Sud;
- L'imposition de taxes internationales sur les transactions financières internationales (taxe Tobin), sur les investissements directs à l'étranger, sur les bénéfices consolidés des multinationales, sur la vente des armes, et sur les activités à fortes émissions de gaz à effet de serre;
- L'affectation du produit de ces taxes à la lutte contre le sida et le paludisme, et au financement de l'accès à l'eau potable, à la santé et à l'éducation, notamment dans les pays du Sud
- L'élimination des paradis fiscaux;
- Le remplacement des règles de l'OMC par les principes du commerce équitable;
- La souveraineté et la sécurité alimentaire des peuples;
- L'interdiction du brevetage des connaissances et du vivant, ainsi que de toute privatisation de l'eau et autres biens communs;
- La lutte contre le racisme, le sexisme et autres formes de discrimination;
- L'application urgente des accords environnementaux;
- Le démantèlement des bases militaires et le retrait des troupes étrangères (sauf mandat exprès de l'ONU), à commencer par l'Iraq et la Palestine;
- L'interdiction de la concentration des médias et la nécessité de garantir la liberté de presse;

¹ «A Divisive Consensus», in Terra Nova, 31 janvier 2005.

→ La réforme en profondeur de l'ONU, la mise en application de la Déclaration des droits de l'homme; et l'assujettissement de la Banque Mondiale et du FMI à l'ONU.

Conclusions

L'ambiance à Porto Alegre était moins optimiste qu'en 2002 et 2003, du fait que le Parti des travailleurs (PT) a perdu les dernières élections municipales et que, au niveau national, après deux ans de gouvernement Lula, les choses ne se sont guère améliorées et, dans certains domaines, elles se sont détériorées. Le virage néolibéral de Lula s'ajoutait donc à cette tradition de trahisons des partis politiques de gauche dont John Holloway a parlé en ateliers et dans ses ouvrages. Signe des temps, dans les rues de Porto Alegre les mendiants et les sans-abri étaient plus nombreux qu'il y a deux ans.

Néanmoins, ce FSM 2005, comme les précédents, a été stimulant intellectuellement² et permettait le rayonnement requis pour la construction d'une autre mondialisation. Les forums sociaux mondiaux et régionaux sont liés aux mouvements altermondialistes, du fait de l'ampleur des rencontres et des convergences de ces «grandes messes». D'ailleurs, ces convergences découlent, en partie, du fait que les multiples problèmes socio-économiques et écologiques qui affectent notre société planétaire ont souvent une source commune : la croissance sauvage et les inégalités causées par le capitalisme libéral.

Le numéro 25 de *L'Économie politique*, qui vient tout juste d'être publié, pose la question : «*L'altermondialisme a-t-il un avenir?*» René Passet, Susan George, Christophe Aguiton, Patrick Viveret, Gustave Massiah, et d'autres répondent en général par l'affirmative – à condition que les mouvements et les Forums puissent générer des propositions concrètes, des actions pratiques, et des alternatives politiques. À défaut de quoi, d'après certains, l'apathie va s'installer chez une partie des militants, et d'autres rejoindront les rangs de mouvements beaucoup plus radicaux, et (ou) même violents. Il sera donc intéressant de voir, suite à la réunion du Comité international de la fin mars, dans quelle mesure l'ensemble des propositions adoptées au FSM 2005 porte sur de tels objectifs concrets, plans d'action pratique, et sur des politiques alternatives.

² Entre autres, les ateliers sur la question *Peut-on changer le monde sans prendre le pouvoir?*, dont un était organisé par Attac-Allemagne, animés par John Holloway, attiraient des nombre impressionnants de jeunes, et semblaient particulièrement pertinents dans le contexte des virements néo-libéraux des Schroeder, Lula et autres leaders « de gauche ».

Comment les multinationales dupent le service de l'impôt

Lucy Komisar lkomisar@msn.com

Journaliste. Écrit dans le Tax Justice Network www.taxjustice.net

Traite surtout des banques off shore, du secret des entreprises, de l'évasion fiscale des entreprises criminelles et terroristes.

Membre du comité directeur de Tax Justice Network.

Après les termes d'off shore, et blanchiment d'argent, il faudra maintenant parler de blanchiment de profits.

La fraude corporative.

Un aspect peu connu de la mondialisation réside dans le fait que les multinationales ont imaginé le moyen d'éviter complètement le paiement des taxes sur leurs bénéfices. Les procès des administrateurs de Enron et d'autres truqueurs corporatifs ont révélé que des milliards de dollars échappaient aux employés et aux investisseurs par l'implication de montages financiers et de comptes très compliqués dans des paradis fiscaux pour cacher des pertes au public (par conséquent aux actionnaires). Plus tard apparaîtra un montage destiné à cacher des revenus à l'impôt.

Enron avait 881 comptes aux Îles Caïman, 110 dans les Turk et Caïcos, 43 à l'Île Maurice et 8 aux Bermudes. Enron n'avait aucun bureau dans les Îles Caïman mais seulement un casier postal No 1350 dans lequel passait le courrier de 500 compagnies affiliées à Enron.

Les profits avant taxes de Enron étaient 1,8 milliard de dollars entre 1996 et 2000, mais la compagnie n'a payé aucune taxe pendant 4 de ces 5 années. De plus, à la suite de ses blanchiments de profits la compagnie pouvait déclarer au fisc des pertes par une comptabilité compliquée, alors qu'elle déclarait des bénéfices aux investisseurs – elle a ainsi reçu un retour d'impôt de 381 millions du fisc des États-Unis.

Dans ces mêmes années, entre 1996 et 2000, Goodyear fit des profits de 442 millions, ne paya pas de taxes et eut un retour d'impôt de 23 millions. Colgate-Palmolive fit 1,6 milliard et reçut 23 millions de retours d'impôt. Parmi les autres compa-

gnies qui blanchirent leurs bénéfices et reçurent des retours d'impôt on retrouve Texaco, Chevron, Pepsi-Cola, Pfizer, MCI Worldcom, General Motors, Phillips Petroleum et Northrop Grumman. Microsoft annonçait un revenu de 12,3 milliards US en 1999 et ne payait aucune taxe fédérale. La moyenne du taux de taxation de Microsoft pour les années qui ont suivi s'établissait à 1,8% pour un profit avant taxe de 21,9 milliards US.

Une étude du gouvernement US relève, qu'entre 1996 et 2000 presque les deux tiers des corporations qui oeuvraient aux USA ou les multinationales possédant un actif d'au moins 250 millions de \$ de ventes ou générant au moins 50 millions de \$ de bénéfice, déclaraient ne rien devoir au fisc. Tous des blanchisseurs de bénéfices.

Comment ils procèdent :

La majorité du commerce international s'effectue par des transactions intra-corporation et au moins la moitié du commerce mondial passe par des paradis fiscaux dont les charges fiscales sur les bénéfices sont très basses ou inexistantes. La valeur des avoirs à l'étranger bénéficiant de taxes minimales ou inexistantes est estimée à 11 trillions de \$US ce qui correspond à un peu plus d'un tiers du PNB mondial.

Ils utilisent des compagnies-écrans pour réévaluer des prix, refacturer des «véhicules financiers spéciaux», des interventions corporatives, des fonds de charités factices et autres arnaques. Par l'une de ces

arnaques, les compagnies vendent leur logo à une compagnie-écran située dans un paradis fiscal à laquelle elles paient des redevances pour l'usage du logo et déduisent ces frais de leurs profits taxables.

Ces compagnies-écrans servent à cacher leurs véritables comptes.

La raison principale pour laquelle les compagnies paient peu d'impôts au fédéral réside dans l'utilisation de paradis fiscaux pour pratiquer de la refacturation, où des intermédiaires étrangers – secrètement ou ouvertement aux ordres de la compagnie – achètent et vendent des produits ou des services à des prix fictives pour accroître les coûts aux livres et ainsi réduire les profits – ils blanchissent les profits.

Deux chercheurs américains ont étudié l'impact de la surfacturation des importations et de la sous facturation des exportations des États-Unis sur les revenus du fisc de ce pays.

Ils découvrirent des multi-vitamines importées à 850\$ la livre, des seaux de plastic provenant de Tchécoslovaquie à 973\$ pièce, du tissu pakistanais à 1 874\$ la livre et des torchons de coton pakistanais à 154\$ pièce, et des pinces à épiler japonaises à 4 896\$ pièce!

À l'inverse, des ventes de multi-vitamines vendues à la Finlande à 61 cents la livre, des pneus pour bus ou camion destinés à l'Angleterre à 11,74\$ pièce, des vidéos couleur pour le Pakistan à 21,90\$ pièce, des missiles et des lance-roquettes pour Israël à 53,03\$ pièce et des bâtisses préfabriquées pour Trinidad à 1,20\$ l'unité.

Comparant toutes les allégations de ventes et d'achats aux prix courants du marché, les enquêteurs en déduisent que les USA ont perdu, en 2001, 53,1 milliards de dollars en taxes.

Des compagnies-écrans existent dans plusieurs douzaines de paradis fiscaux ce qui permet de cacher le nom de leurs véritables propriétaires. On les appelle aussi établissements commerciaux internationaux ou compagnies privées d'investissement. Ce sont souvent des «établissements dor-

mants» créés par des banques, des avocats, des comptables ou des firmes de secrétariat afin de leur fabriquer une «histoire» (ABC Corp. Fondée en 1970) par ex. Ils doivent être opérés à l'extérieur des juridictions où ils ont été incorporés.

On ne sait pas grand chose sur leur fonctionnement parce qu'ils ne sont pas forcés de présenter des rapports financiers. Incorporés légalement comme établissement financiers à responsabilité limitée, ils utilisent, en général, des actions au porteur et des prête-noms et administrateurs fournis par la compagnie.

Ces compagnies prête-nom situées dans des paradis discrets n'ont pour seul propriétaire que le porteur d'actions sans aucune mention de nom; elles sont enregistrées telles quelles dans les bureaux d'enregistrement locaux. La propriété de la compagnie suit le porteur du certificat. Il y a jusqu'à 25 pays autorisant ce genre de tractation comme Grand Cayman, Curaçao, Panama, Gibraltar, Belize, Nahru et Vanuatu dans le Pacifique...

La pratique tend à s'amplifier. En 1988, 23% de l'argent gagné à l'étranger par les compagnies multinationales basées aux USA était détenu dans des paradis fiscaux à l'étranger, en 1999 c'était 38% et en 2001 46%. On estime que 233 milliards de dollars US sont détenus à l'étranger.

Les pétrolières, les minières, les banques, les financières, les compagnies aéronautiques et maritimes, les compagnies de communication, les pharmaceutiques, les médias, les spéculateurs sur les marchés de matières premières, les producteurs d'armement sont ceux qui utilisent le plus ces comptes.

Le blanchiment des bénéficiaires avantage ces compagnies sur leurs concurrentes basées dans leur pays.



(Dans un article suivant, toujours du même auteur, nous verrons ce qu'en pensent les gouvernements et ce qui est mis en place pour tenter de réduire ces pratiques.)

**Pour toute suggestion, commentaire ou questions,
veuillez vous adresser à la coordonnatrice du bulletin.**

ATTAC-Québec a pour visée d'amener les instances politiques du monde et en premier lieu celles des pays industrialisés, à décréter une taxe sur les transactions financières sur le marché des devises (taxe Tobin). L'imposition de ces transactions spéculatives, qui détournent d'énormes sommes d'argent au profit de quelques super propriétaires mondiaux et qui gardent ainsi en otage des groupes sociaux entiers – quand ce ne sont pas les populations elles-mêmes – permettrait la création d'un fond d'aide internationale à la citoyenneté, à l'environnement et à la culture. Le mouvement ATTAC cherche aussi à amener les gouvernements à abolir les paradis fiscaux et centres financiers extraterritoriaux, lesquels favorisent l'évasion fiscale, la corruption, le blanchiment d'argent et la fuite de capitaux.

Pour des conférences, séminaires, présentations dans votre région, invitez ATTAC !

ATTAC-QUÉBEC

5744 avenue de l'Esplanade, Montréal (Québec) H2T 3A1

quebec@attac.org

<http://www.quebec.attac.org/index.html>

Coordonnatrice du bulletin :

Monique Jeanmart moniquejeanmart@ca.inter.net